

Les harkis méritent mieux qu'un hommage intéressé !



Article rédigé par *Jean-Michel Léost*, le 27 septembre 2016

[Source : Boulevard Voltaire]

Ces hommages viennent bien tard, plus de cinquante ans après la fin de la guerre d'Algérie.

À l'occasion de la Journée nationale d'hommage aux harkis et autres membres des formations supplétives, instituée en 2003, François Hollande, en présence de personnalités politiques engagées dans la campagne présidentielle, a reconnu « *les responsabilités des gouvernements français dans l'abandon des harkis, les massacres de ceux restés en Algérie et les conditions d'accueil inhumaines de ceux transférés en France* ».

La veille, à Perpignan, Nicolas Sarkozy avait évoqué « *le drame des harkis* » qui « *est celui de toute la France* », ajoutant qu'« *une tache indélébile reste sur notre drapeau* » et que « *la France est la mère adoptive de tous ceux qui veulent l'aimer* ». C'était non loin de Rivesaltes, où furent parqués de nombreux harkis. Avec plus de discrétion, François Fillon a estimé, sur sa page Facebook, qu'il fallait « *réparer* » les injustices vis-à-vis des harkis, promettant s'il était élu de faire « *les gestes symboliques nécessaires pour remettre les pendules à l'heure et l'histoire de notre pays où elle doit être* ». Quant à Bruno Le Maire, il a dénoncé dans *Le Huffington Post* « *une blessure pour notre honneur et notre histoire* ».

Ces hommages viennent bien tard, plus de cinquante ans après la fin de la guerre d'Algérie. Dans la bouche de Nicolas Sarkozy et de François Hollande, qui n'ont rien fait pour les harkis pendant leur mandat, ils sonnent comme des propos opportunistes : à sept mois des présidentielles, ces harkis et leurs descendants, tous ceux qui reconnaissent sincèrement leur engagement au service de la France, représentent un potentiel électoral non négligeable... Mais admettons qu'ils n'aient pas seulement l'intention de récolter des voix : il ne suffit pas de dénoncer, d'une manière générale, « *les responsabilités des gouvernements français dans l'abandon des harkis* ».

Il faut rappeler les faits et désigner les responsables.

Après les accords d'Évian, plusieurs milliers de Français disparurent. Des centaines de milliers de pieds-noirs, contraints de choisir entre la valise et le cercueil, débarquèrent en France, notamment à Marseille, pour essayer de refaire leur vie. Quant aux harkis, par dizaines de milliers, ils furent désarmés, livrés ainsi aux représailles du FLN. Un grand nombre d'entre eux furent massacrés. D'autres, internés dans des camps. D'autres, encore, commis au déminage de certaines zones proches de la ligne Morice, à la frontière tunisienne, ou affectés à des tâches serviles et dégradantes, déportés loin de leur région natale... Et ceux qui eurent la chance de survivre, sauvés par des officiers courageux, ont pour la plupart reçu en France un accueil indigne. Le président de la République s'appelait alors Charles de Gaulle.

Alors, Messieurs et Mesdames les politiques pleins de compassion, si vous êtes sans arrière-pensées, rétablissez la vérité sur cette période tragique. Et vous qui, à droite, parfois à gauche, et même au Front national, vous référez à de Gaulle, sachez faire la part des choses. S'il avait de l'autorité et de la prestance, s'il savait défendre les intérêts et l'indépendance de la France, s'il a encore des leçons à donner aux politiciens qui prétendent gouverner, le cynisme avec lequel il a réglé le problème algérien est loin de faire de lui un exemple qu'on puisse approuver sans réserve.